

Audience publique du 6 mars 2008

Recours formé par la société anonyme
O. S.A., Luxembourg
contre une décision du directeur de l'administration des Contributions directes
en matière d'impôts
(demande d'effet suspensif)

JUGEMENT

Vu la requête inscrite sous le numéro 24048 du rôle et déposée au greffe du tribunal administratif le 5 février 2008 par la société anonyme O., établie et ayant son siège social à L-..., représentée par son administrateur-délégué, Dr. L., Ph. D., contenant une demande tendant au prononcé du sursis à exécution d'une décision rendue par le directeur de l'administration des Contributions directes en date du 4 décembre 2007 par laquelle a été rejetée comme étant non fondée une demande de remise gracieuse introduite par la société anonyme O. pour les années d'imposition 2002 à 2003 ;

Vu le mémoire en réponse du délégué du gouvernement déposé au greffe du tribunal administratif le 19 février 2008 ;

Vu les pièces versées en cause ;

Le juge-rapporteur entendu en son rapport, Monsieur L. en ses explications et Monsieur le délégué du gouvernement Jean-Marie KLEIN en sa plaidoirie.

Par sa décision du 4 décembre 2007, le directeur de l'administration des Contributions directes refusa de faire droit à la demande en remise gracieuse présentée par la société anonyme O. pour les années d'imposition 2002 à 2003.

Par requête, inscrite sous le numéro 23890, déposée au greffe du tribunal administratif le 28 décembre 2007, la société anonyme O. a fait introduire un recours contentieux contre ladite décision directoriale du 4 décembre 2007.

Par requête séparée, inscrite sous le numéro 24048 du rôle et déposée au greffe du tribunal administratif le 5 février 2008, la société anonyme O. a introduit une demande tendant au prononcé du sursis à exécution de la décision précitée du directeur de l'administration des Contributions directes du 4 décembre 2007.

Dans son mémoire en réponse, le délégué du gouvernement soulève en premier lieu l'incompétence du tribunal administratif dans sa formation collégiale pour statuer sur la demande de sursis à exécution introduite par la demanderesse.

Aux termes de l'article 11 paragraphe (3) de la loi modifiée du 21 juin 1999 portant règlement de procédure devant les juridictions administratives, « *la demande en sursis à exécution est à présenter par requête distincte à adresser au président du tribunal et doit remplir les conditions prévues aux articles 2 et 4* ».

Cette disposition de l'article 11 paragraphe (3), outre de prévoir la formalité de la requête distincte pour l'introduction d'une demande en sursis à exécution, règle une question de compétence, dans la mesure où elle attribue compétence exclusive au président du tribunal administratif pour statuer sur les demandes en sursis à exécution. Pareille question de compétence est d'ordre public et doit être examinée avant l'analyse de toute question de recevabilité ou de fond.

Il s'ensuit qu'en l'espèce, la demande de sursis ayant été adressée à la formation collégiale du tribunal administratif, tel que cela ressort expressément de la requête sous analyse, le tribunal est incompétent pour en connaître. Cette conclusion ne saurait être ébranlée par le fait que le président du tribunal administratif fait partie intégrante du tribunal administratif en tant que tel.

Par ces motifs,

le tribunal administratif, deuxième chambre, statuant à l'égard de toutes les parties ;

se déclare incompétent pour connaître de la demande de sursis à exécution ;

condamne la demanderesse aux frais.

Ainsi jugé par :

Carlo Schockweiler, premier vice-président,
Martine Gillardin, premier juge,
Françoise Eberhard, juge,

et lu à l'audience publique du 6 mars 2008 par le premier vice-président, en présence du greffier Claude Legille.

s. Legille

s. Schockweiler